

Déclaration préalable CGT

CSEE DTSI

Séance des 27, 28 et 29 juin 2023

La CGT est porteuse de la conception de services publics et d'entreprises publiques, répondant aux attentes et besoins des populations et donc à l'intérêt général. Les politiques publiques constituent, au niveau international, européen, national et local, un enjeu démocratique, social, économique et environnemental, un atout pour la cohésion sociale et pour une transformation sociale et écologique. Leur mise en œuvre nécessite des services publics, des établissements et entreprises publiques modernes, efficaces et gérés démocratiquement. Outils économiques, de solidarité, de citoyenneté, de redistribution et de cohésion sociale, les services publics sont aussi créateurs de richesses. Ils doivent mieux anticiper les besoins au travers d'une politique de développement, respectant la spécificité de chacun d'entre eux, et intégrant une exemplarité en matière sociale et environnementale, ce qui implique de démocratiser leur accès comme leur gestion.

La loi Seguin, les réformes Balladur, Juppé, Fillon, Woerth, Hollande, Macron et les nombreux accords AGIRC/ARCCO (dénoncés par la CGT) ont eu pour effet cumulé de **faire augmenter la durée de cotisation** (de 37.5 à 43 annuités), de repousser l'âge de départ (de 60 à 64 ans) et de **baisser le niveau des retraites** (le taux de remplacement, c'est-à-dire le pourcentage que représente la première pension par rapport au dernier salaire, a reculé de 22 points pour les hommes cadres et de 16 points pour les femmes cadres entre 1990 et aujourd'hui. Chez les ouvriers ou employés le recul est de 12 points pour les hommes et de 10 points pour les femmes.

La planète va mal et la démocratie ne se porte pas mieux. Les méthodes employées pour imposer le report de la retraite à 64 ans, contre la volonté de la majorité des travailleurs et de la population, fragilisent encore plus la démocratie et favorisent les idées nauséabondes de l'extrême droite en France qui se nourrit de la misère, de la souffrance et du désespoir.

Début mai, Emmanuel Macron a profité d'une allocution sur la question industrielle pour justifier sa réforme des retraites, déclarant vouloir mener une politique de constance sur le plan macroéconomique et ainsi contribuer à être compétitif sur le capital, le travail et l'innovation tout en augmentant la productivité

Non, la France ne s'est pas désindustrialisée parce que « nous travaillons moins que nos voisins », alors que les Français sont les plus productifs d'Europe. La désindustrialisation du

pays est essentiellement due à la délocalisation des grands groupes comme Orange dont l'objectif est de profiter d'une main d'œuvre à bas coût et de moindres contraintes sur les droits des travailleuses et des travailleurs.

Emmanuel Macron lui-même a activement contribué à cette désindustrialisation, en bradant Alcatel et en démantelant Alstom au profit de General Electric sous le quinquennat d'Hollande.

La perte de la souveraineté industrielle française a mis de nombreux secteurs professionnels en difficulté et déséquilibré structurellement notre balance commerciale. Et pourtant, les aides publiques ne manquent pas : à qui profite vraiment la crise industrielle ? Certainement pas aux travailleuses et travailleurs dont les entreprises ferment, délocalisent et licencient.

Après le CICE à plus de 100 milliards d'euros et le plan de relance à 12 milliards d'euros, la bonté du président des riches ne s'arrête pas là. Il propose un nouveau crédit d'impôt de l'industrie verte évalué à 20 milliards d'euros. L'argent public ne peut pas être déversé sans contrepartie ni contrôle. La CGT propose de conditionner les aides aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux.

Ces annonces n'apportent rien de concret pour soutenir et développer des projets industriels innovants, créateurs d'emplois, portés par des travailleurs et travailleuses engagé.es. Il est temps que l'Etat se dote d'une stratégie de planification et d'une politique industrielle ambitieuse. C'est une vision sur le long terme qui, seule, permettra de réindustrialiser le pays et de créer de nombreux emplois stables et qualifiés avec des statuts de haut niveau pour toutes et tous.

Mais l'Etat n'est pas à une contradiction près, d'un côté il prône la bonne parole et de l'autre côté il ne dit rien quand un groupe dont il est l'actionnaire principal délocalise ses activités au fur et à mesure.

Au cours des 25 dernières années, plus d'un million d'emplois industriels ont été supprimés dans notre pays. La chute de l'emploi industriel continue à cause des fermetures des sites et des délocalisations, avec comme seul objectif l'amélioration des profits et de la rentabilité financière des actionnaires. Les conséquences économiques et sociales en sont graves.

Orange et la DTSI profitent du départ de salariés en TPS, 700 à la DTSI, pour accentuer la délocalisation de nos activités à l'étranger au lieu de recruter.

Depuis des années Orange, opérateur industriel, délocalisant en dehors du territoire des activités de réseau ou du système d'information. La direction nous nargue en nous martelant que l'on réinternalise l'activité car on utilise les moyens des filiales en Roumanie ou en Pologne, ou bien de la Sofrecom au Maroc ou en Tunisie.

Mais les activités sur le cœur de réseau mobile 2G et 3G sont en cours d'externalisation vers NSSO en Roumanie et Pologne. , il est également question d'y transférer Cyberfiltre , fonction qui gère des règles de sécurité pour des clients mobiles, en prétextant que nous

n'avons pas les compétences . Alors pourquoi ne pas recruter ou former des salariés d'Orange.

Et puis ce n'est pas terminé, toujours vers le GNOC vous envisagez de transférer les UpGrade de la technologie trans WDM, il y a quelques temps vous nous affirmiez que les externalisations concernaient seulement les technologies en fin de vie, mais avec la technologie WDM vous avez changé de cap.

Mais pour la CGT toujours la même question : quelle est la place de la France au sein de ce pôle ? On voit partir des activités mais rien qui arrive, quand la direction de la DTSI décidera que la mutualisation des activités au niveau européen fonctionne dans les deux sens.

En parallèle la filiale Orange Business SA, ainsi que SCE toujours dans le giron d'Orange SA, entreprend de se séparer des services de la DISU en fin d'année 2023, à l'avantage d'une entreprise externe.

Toujours à la DISU vous allez sous-traiter le processus de commande, production, livraison des ordinateurs, sans oublier le STGP qui quitte la DISU pour rejoindre la direction BLI.

Le portail CACTUS permet une connexion sécurisée et authentifiée sur des serveurs de production, de supervision ou d'exploitation, que ce soit en interne ou pour des prestataires externes. Il s'agit d'un portail classé sensible et majoritairement utilisé par les services de la DTSI, les UI et les UPR. Le soutien niveau 1 est assuré en interne par la DISU à STRASBOURG .

Stéphane RICHARD puis Chrystelle HEYDEMANN ayant fait le choix de supprimer massivement des emplois, la Direction de la DISU, sous couvert de la DTSI, n'a embauché aucun technicien à STRASBOURG. Les collègues vont donc se retrouver à 1,8 ETP à l'horizon fin 2024 (au lieu d'une dizaine il y a 1 an) ! Vous avez organisé leur mort lente comme dans beaucoup d'endroits.

Les chaussures pointues qui nous dirigent ont donc trouvé LA solution : sous-traiter l'activité à EXPERYS RENNES. Ce sont des cadors en informatique, ils n'auront donc aucun problème à assurer le soutien affirme la Direction.

Là où elle se trompe c'est que CACTUS, comme nombre d'outils de notre Système d'Information, a un étroit rapport avec le socle bureautique des postes de travail. Il a fallu du temps à nos collègues de STRASBOURG pour maîtriser cette activité, on peut raisonnablement douter que la sous-traitance soit en capacité d'avoir le même niveau de compétence technique en un si court délai... Sans parler des liens avec les niveaux 2 et 3 qui eux sont déjà externalisés.

Une entreprise normale considérerait son Système d'Information comme crucial et embaucherait des techniciens pour remplacer les départs afin d'assurer un soutien technique de très haute qualité ainsi qu'une transmission des compétences. ORANGE n'est pas une boîte normale, elle crée de la valeur en supprimant massivement des emplois

remplacés par la sous-traitance, en se transformant en armée mexicaine où il reste moins de 35% de soldats et 65% de cadres / cadres sup...

D'ici peu de temps, nous n'aurons plus aucune compétence en interne, même sur des sujets ultra-sensibles comme l'accès à nos serveurs. On en a eu un avant-goût avec Microsoft One Drive, ce qui suit sera à l'avenant à moins que le personnel se mobilise fortement.

On peut se questionner sur l'avenir de l'activité au sein de la DISU, l'avenir des salariés est-il menacé ? Votre seule réponse aux nombreux départs en TPS ou en retraite est le démantèlement des activités, la CGT vous propose l'embauche !

La conséquence de cette externalisation sans limite a un impact non négligeable sur la perte de nos compétences, notre capacité à assurer une qualité de service, notre réactivité face à des incidents. La multiplication des incidents sur notre réseau ou notre SI est malheureusement la conséquence de vos choix qui n'ont qu'un seul objectif, le gavage les actionnaires. Les richesses doivent d'abord servir à celles et ceux qui les produisent à savoir les salariés qui veulent assurer un service de qualité.

Arrêtons le massacre, nous vous demandons de changer votre stratégie de déconstruction de la DTSI briques par briques, au détriment des clients et des salariés.

Une nouvelle fois, un incident technique survenu le 30 mai dernier, et ayant impacté « une partie » du réseau mobile Orange en France, une partie entre guillemets tant, dans la vraie vie, passer un appel pendant cette panne était impossible pour certains clients, même en renouvelant les tentatives plusieurs dizaines de fois.

Avons-nous encore la maîtrise dans l'exploitation ! Avons-nous encore les capacités et la réactivité nécessaires à la suite de compétences qui s'évaporent. Comme pour l'ensemble de nos activités, le leitmotiv est la recherche d'économies : Mise en place d'automatisations, effectifs non remplacés, externalisation...

Vous nous dites apprendre des précédents incidents, et pourtant vous lancez des modifications sur le réseau en pleine journée ! Résultat, lorsqu'il y a un impact, on ne peut pas corriger rapidement !

Il est totalement anormal que nous n'ayons plus les compétences ni les effectifs nécessaires en interne pour fiabiliser les évolutions du réseau avant leur mise en œuvre. En conséquence notre réactivité est fortement impactée ! Pensez-vous que le transfert d'activités, par exemple en Roumanie, soit la réponse aux incidents à répétition ? Pensez-vous vraiment que cela puisse fonctionner sans effectifs sur le terrain en proximité ?

Un réseau sans incident cela n'existe pas, les applications du système d'information accessible en permanence cela n'existe pas. La CGT s'inquiète de la récurrence des incidents réseau ou SI, mais cela ne vous empêche pas de réorganiser les supervisions 24/7 avec moins de moyens et des compétences qui vont se diluer au fil du temps malgré nos alertes répétées.

Pour terminer un coup de gueule de la CGT sur les maux de la mer, d'un coté un drame sur un submersible dans l'atlantique nord et des millions d'euros pour tenter l'impossible et de l'autre coté en méditerranée au large de la Grèce un bateau avec 500 migrants qui sombrent dans l'indifférence totale, cherchez l'erreur !